

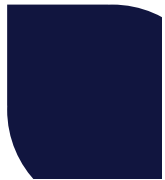


CONSEIL
FORMATION
EXPERTISE
Christophe Rigaud-Bonnet

**Le partenaire
des collectivités
territoriales**

crb-formationconseil.fr
tél. 07 85 93 40 84
contact@crb-formationconseil.fr

Le Maire et les associations



- Qui suis-je ?

- **Christophe Rigaud-Bonnet**

- Directeur de la Réglementation, de l'Etat-Civil et des Elections à la Mairie de Carcassonne pendant 15 ans

- Collaborateur d'élus et Directeur de Cabinet pendant 6 ans

- Intervenant pour le CNFPT, AMF



Définition



- Une association est un **groupement de personnes volontaires réunies autour d'un projet commun ou partageant des activités, mais sans chercher à réaliser de bénéfices**. Elle peut avoir des buts très divers (sportif, défense des intérêts des membres, humanitaire, promotion d'idées ou d'œuvres...).
- La liberté d'association n'a été réellement acquise qu'avec la **loi Waldeck-Rousseau du 1er juillet 1901** sur le contrat d'association. Pour créer une association, il suffit qu'au moins deux personnes se mettent d'accord sur son objet. Ils en rédigent les statuts, qui précisent l'objet, les organes dirigeants et la personne habilitée à représenter l'association, et indiquent le siège social ou son adresse.

- De manière générale, **toutes les associations, quel que soit leur statut, sont soumises à un contrôle** qui peut prendre plusieurs formes. S'agissant des associations déclarées, la légalité de leurs statuts et de leur objet est vérifiée.
- La loi du 1er juillet 1901 permet la dissolution judiciaire notamment d'une association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicites. Il existe également une possibilité de dissolution administrative, par décret pris en Conseil des ministres, en vertu de la loi du 10 janvier 1936 sur les associations s'apparentant à des groupes de combat ou des milices par leur caractère violent et antirépublicain. Par ailleurs, les associations autorisées à recevoir des dons sont contrôlées par la Cour des comptes. Enfin, les associations dépourvues de personnalité juridique peuvent être poursuivies pour des agissements contraires au Code pénal (ex : sectes ayant le caractère d'association de fait).



Il existe plusieurs formes d'associations :

- **Association déclarée** : C'est l'association classique par excellence. Le terme « déclarée » signifie simplement qu'elle est officiellement enregistrée par l'administration française et qu'elle existe donc aux yeux de l'Etat. Cela peut par exemple être une association culturelle, par exemple un club cinéma.
- **Association de « fait » ou « non déclarée »** : C'est tout le contraire de l'association déclarée. L'association de fait n'a pas fait l'objet d'une déclaration officielle et donc n'existe pas aux yeux de l'administration. Ainsi, tout ce que ses membres entreprennent est réalisé en leur nom et ils ne disposent pas des avantages d'une association déclarée (subventions publiques, agrément, dons, etc.).
- **Association agréée** : Cette forme d'association bénéficie d'un label de l'administration, plus précisément d'un agrément distribué par une entité ministérielle. Cela lui confère un certain nombre d'avantages : accès aux subventions publiques, avantages fiscaux, pratique d'activités réglementées.
- **Association étrangère** : C'est une association dont le siège est situé à l'étranger mais qui peut tout de même exercer une activité ponctuelle en France, ou tout simplement s'y installer.
- **Association cultuelle** : Ces associations ont pour unique but l'exercice public d'un culte religieux. Elles sont régies par la loi 1905, spécifiquement relative aux associations cultuelles.
- **Association de droit local (Alsace-Moselle)** : Lorsque le siège social d'une association se situe dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin ou en Moselle, le régime juridique est différent car il dépend de la loi allemande. Ces structures sont également appelées associations de loi 1908, date à laquelle cette dernière a été promulguée.
- **Association reconnue d'utilité publique** : C'est une association qui bénéficie d'un statut accordé par l'État. Cette reconnaissance lui confère par la suite des avantages, comme par exemple la réception de donations et legs. Toute association de loi 1901 peut obtenir l'agrément.



Association Reconnue d'Utilité Publique (ARUP),

cette forme d'association signifie que l'activité sert un intérêt commun. Par ailleurs, son activité n'est pas « de niche » et concerne une population qui dépasse le cadre strictement local. Reconnues par l'État, et plus précisément par le Ministère de l'Intérieur (qui délivre l'agrément), les associations d'utilité publique possèdent donc une légitimité accrue aux yeux du public.

De ce fait, une association reconnue d'utilité publique exerce dans les domaines philanthropiques, sociaux, éducatifs, scientifiques et culturels mais aussi dans la défense de l'environnement, des sites et des monuments.

Prenons comme exemple l'Association des Maires de France (AMF). Cette structure réunit tous les maires et présidents d'intercommunalité français adhérents. Elle concerne ainsi une communauté large et son cadre est national.

Quels sont les critères pour être reconnu d'utilité publique ?

Pour être reconnue d'utilité publique, une association doit remplir plusieurs critères qui s'ajoutent à celui de l'intérêt général dont nous parlions plus haut :

- Elle ne doit pas être lucrative
- Elle doit avoir une gestion désintéressée (soit les membres travaillent bénévolement soit leur rémunération est conforme aux limites fixées par la loi)
- Elle doit avoir un fonctionnement démocratique (les voix sont distribuées à parts égales aux membres et le dirigeant doit respecter ses engagements)
- Elle ne doit pas s'adresser à un public exclusivement local
- Elle doit avoir un minimum de 200 adhérents
- Le montant des ressources annuelles de la structure doit être d'au moins 46 000 €
- Dernière condition : une période probatoire de **trois ans d'activité minimum** avant de pouvoir faire la demande de reconnaissance.

Association culturelle

Une association est considérée comme culturelle lorsqu'elle réunit les conditions suivantes :

1. Avoir pour unique but l'exercice public d'un culte

2. Avoir pour objet les activités suivantes :

- Célébration de cérémonies organisées en vue de l'accomplissement de certains rites ou de certaines pratiques par des personnes réunies par une même croyance religieuse
- Acquisition, location, construction, aménagement et entretien des édifices servant au culte
- Entretien et formation des ministres et autres personnes participant à l'exercice du culte

3. Ses activités (cérémonies, processions et autres manifestations extérieures) doivent se dérouler dans le respect de l'ordre public et des libertés fondamentales(c'est-à-dire essentielles et protégées).

Les associations culturelles bénéficient des avantages suivants :

- Possibilité de recevoir des donations et des legs (donations décidées du vivant d'une personne et qui interviendront suite à son décès)
- Exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties



Les Aides aux associations : pas une obligation !





Une association n'a pas un droit à avoir une aide communale une année sous prétexte qu'elle a été aidée par la municipalité au fil des années précédentes.

Certes, une commune qui adhère à une association doit, comme tout membre, payer sa cotisation dans les conditions prévues par les statuts. De même la commune doit régler, comme toujours, les éventuelles sommes dues à l'association au titre de prestations de services.

Il ne faut pas confondre cotisation – voire paiement d’une prestation – et subvention.

Une aide de la commune à l’association (subvention, mise à disposition de locaux, garantie d’emprunt, etc.) n’est jamais un dû.

Plus précisément :

- une commune n’est pas tenue de subventionner une association et cela vaut quel que soit le secteur dans lequel elle intervient ;
- cela dit, à partir du moment où la collectivité s’est engagée, notamment contractuellement, à le faire, sa responsabilité pourra être engagée à ne pas reconduire sa décision

Si refus , Il faut, naturellement, que la décision de l’administration soit motivée : elle doit donc être assortie d’un rapide exposé, non stéréotypé, des raisons pour lesquelles en droit comme en fait la commune décide qu’elle n’aidera pas cette association (article L.211-5 du Code des relations entre le public et l’administration).

Dans un domaine où la commune est maitresse de ces choix, cette contrainte juridique ne devrait pas être très lourde, sous réserve naturellement de ne pas se fonder sur des faits erronés ou de ne pas commettre de discrimination illégale.

L'aide à l'association doit s'inscrire dans le cadre des compétences de la collectivité

- Lorsqu'elle aide une association, la commune doit, comme toujours, **agir dans le cadre de ses compétences**. Il ne s'agit là que d'une application particulière du principe général posé par l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) selon lequel : « *Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune.* »
- Cette question d'une intervention de chaque personne publique dans le cadre strict de ses compétences suppose, du côté des intercommunalités, le respect des principes de spécialité et d'exclusivité. Une structure intercommunale ne peut accorder de subventions à des associations que pour des actions en lien avec les compétences qu'elle détient. D'ailleurs, en sens inverse, une commune ne peut plus attribuer de subventions à des associations qui œuvrent dans des domaines en rapport avec des compétences parties vers l'intercommunalité à laquelle la commune appartient.
Naturellement, l'aide à des associations culturelles ou sociales locales ne soulèvera aucune difficulté.



Les collectivités locales ne peuvent pas faire ce qu'elles veulent des deniers publics : elles doivent non seulement agir dans le cadre de leurs compétences, mais en plus leurs aides doivent répondre à un « intérêt local »....

Il n'y a en droit intérêt public local que si deux éléments sont cumulativement réunis :

- si la collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) agit bien dans le champ strict de ses compétences ;
- si l'opération projetée, et qui justifie la demande de subvention, est estimée comme servant (au sens large) soit un service public, soit au minimum une activité dite « d'intérêt général ». Bref, si le but est de servir suffisamment et suffisamment bien « la généralité des habitants ».

il n'y a intérêt local, et donc légalité de la subvention, que si le projet subventionné de l'association, répond à un objectif de service public ou d'intérêt général (un département a ainsi pu se voir sanctionner sa décision d'octroi de subvention à un équipage du Paris-Dakar faute d'intérêt local suffisant).

Quoi qu'il en soit et d'une manière générale, ce sont principalement les retombées locales de l'action subventionnée qui vont permettre de déceler cet intérêt public local justifiant le soutien communal, voire intercommunal. Par exemple, une commune sera justifiée à soutenir la participation d'un équipage local (composé par exemple de jeunes de la commune) à une course ou à un rallye devant se dérouler à l'étranger si les personnes composant cet équipage s'engagent à promouvoir l'image de la commune lors de la compétition ou encore sur des actions socio-éducatives auprès d'un public déterminé (des scolaires notamment) avant, pendant et/ou après le déroulé de leur périple.

Le cas des associations culturelles ou proches des religions

La jurisprudence du Conseil d'État était autrefois très sévère sur ce point et condamnait les subventions à des associations dès lors que ces dernières avaient, même partiellement, un objet culturel.

Le Conseil d'État a toutefois modifié sa position et autorise aujourd'hui les subventions à des associations culturelles, dès lors que ces subventions visent au financement d'activités non rattachées aux activités culturelles de l'association.

Il ressort des décisions que :

- une commune peut participer au financement d'un orgue qui sera placé dans une église et utilisé à la fois pour des activités culturelles, mais également pour des activités culturelles et éducatives
- une commune peut financer un équipement attaché à un édifice religieux, qui présente un intérêt public local en participant au rayonnement culturel de la commune, dans la mesure où cet équipement n'est pas utilisé pour une activité culturelle. La circonstance que cet équipement puisse bénéficier aux utilisateurs de l'édifice religieux ne rend pas le financement irrégulier. Il s'agissait en l'espèce du financement d'un ascenseur permettant aux personnes à mobilité réduite d'accéder à une salle
- une collectivité peut financer un abattoir destiné à la réalisation d'abattages rituels dans la mesure où il y a, selon le juge, un intérêt public local à ce que les cultes soient exercés dans des conditions conformes aux impératifs de l'ordre public, notamment de la salubrité et de la santé publiques
- une commune peut laisser une association culturelle utiliser un local municipal librement, sans pouvoir lui accorder un traitement de faveur par rapport au traitement des autres usagers. La commune ne peut en tout état de cause pas refuser à une association l'accès à un local municipal sur le seul fondement de son aspect culturel. En revanche, une commune ne peut pas accorder de façon pérenne à une association culturelle l'utilisation d'un local municipal, qui deviendrait ainsi un édifice culturel

- Le juge va même jusqu'à considérer que rien n'interdit à une collectivité de permettre une utilisation culturelle d'un local communal pourvu que la mise à disposition du local ne puisse pas être regardée comme une aide : autrement dit, tant que la mise à disposition est payante et s'effectue dans les conditions habituelles, il n'y a rien d'illégal à y voir.
- La construction d'édifices religieux par des associations culturelles peut aujourd'hui faire l'objet d'un bail emphytéotique administratif de l'article L.1311-2 du Code général des collectivités territoriales. Le Conseil d'État a notamment validé un loyer d'un euro symbolique, en excluant la qualification de subvention déguisée (CE Ass., 19 juillet 2011, n° 320796).

Les associations politiques ou d'élus

- la commune doit prendre garde à bien justifier que les aides qu'elle accorde aux associations d'élus (hors cotisations aux associations de communes) répondent bien à un intérêt public communal sérieux.
- Le juge administratif suit la même ligne lorsqu'il s'agit d'aides aux syndicats
- Il en va de même alors qu'il s'agit d'aider non des syndicats directement, mais des associations de personnels grévistes
- Les communes peuvent en revanche mettre des locaux à disposition d'associations, de syndicats ou de partis politiques. Dans ce cadre, elles doivent veiller, en cas de paiement d'un loyer, à respecter l'égalité de traitement dans les conditions de ce prêt à usager.
- un maire peut légalement décider de ne jamais louer sa salle des fêtes aux associations politiques ainsi qu'à celles célébrant des offices religieux ; mais la commune devra démontrer, par exemple, l'existence de menaces au maintien de l'ordre public ou à la sauvegarde des locaux. En aucun cas une commune ne peut réserver un meilleur sort aux meetings de tel ou tel candidat : toute une batterie de sanctions viendraient alors pleuvoir sur la municipalité en cause, ainsi que sur les candidats ainsi favorisés (« des comptes de campagne »).

L'équité de la commune

- La commune doit **respecter le principe d'égalité**. Une commune peut certes refuser à une association un local ou une subvention, puis accorder ces divers avantages à une autre association. Elle peut également moduler ses aides entre les diverses catégories d'associations de la commune. Mais ces distinctions devront être motivées par l'intérêt général. Notamment, la commune devra pouvoir prouver que les associations ont été traitées différemment parce qu'elles ne se trouvaient pas placées dans une même situation au regard du service public. Le contrôle du juge sur ce point demeure relativement souple.
- Une commune peut refuser à une association une subvention, puis accorder cet avantage à une autre. Mais ces distinctions doivent alors être justifiées par des différences de situation objective ou par des nécessités d'intérêt général. Car les communes sont tenues de respecter un sacro-saint principe : celui de « l'égalité des usagers devant le service public » pour peu que ces usagers soient placés, au regard du service, dans la même situation.

L'élu et l'association



La commune adhérente de l'association

Une commune peut adhérer à une association, même si, par ailleurs, elle subventionne cette association.

- lorsqu'elle adhère à une association, ou lorsqu'elle aide une association, la commune doit agir dans le cadre de ses compétences et dans un but d'intérêt public ;

- si l'association est aidée par la commune (cotisation, subvention...), la commune doit prévoir les modalités de contrôle de cette association

D'une manière générale, une commune peut conditionner l'octroi d'une aide à la présence d'élus. En tout cas, rien ne l'interdit en droit.

Mais attention :

- une commune ne peut pas confier l'intégralité d'une de ses compétences à une association. Une association peut donc participer à une mission de service public, mais elle ne peut pas se substituer intégralement à la collectivité ;
- si la commune aide une association, il importe que le service rendu par l'association ne puisse pas être assimilé à une prestation de service (sauf à conclure un marché public en bonne et due forme avec l'association), ni à une délégation de service public (sauf, là encore, à respecter les procédures spécifiques à de telles délégations : le problème se pose, par exemple, pour des associations gestionnaires à titre exclusif d'équipements sportifs ou culturels municipaux) .



Une association peut très bien n'être composée que de collectivités locales..., à la condition qu'il ne s'agisse pas de « *confier à une association de droit privé la gestion d'un service public à caractère administratif qui, par sa nature ou par la volonté du législateur, ne peut être assuré que par* » lesdites collectivités

La gestion de fait

est un des principaux dangers nés d'une trop grande proximité entre collectivités publiques et associations et surtout de la présence trop importante d'élus au sein des organes dirigeants de l'association

Les communes ont pris l'habitude de créer des associations dépendant largement de la municipalité, afin d'y gagner en souplesse de recrutement et de fonctionnement.

Or, en cas d'association paramunicipale, le juge financier conduit à ce raisonnement :

- l'association n'est qu'un simple prolongement des services municipaux, sans réelle autonomie vis-à-vis de la commune ;
- la subvention n'est donc pas réellement utilisée par une personne privée : elle demeure, en fait, maniée par la commune ;
- ces mouvements financiers auraient par conséquent dû « transiter » par le comptable public. Comme cela n'a pas été le cas, une comptabilité de fait a été commise.

L'association sera donc passée au crible de la CRC selon un critère : celui de **l'autonomie de l'association**.

Ce critère est apprécié en fonction de **quatre éléments** qui « signent » la gestion de fait :

- son **objet** doit être municipal..., mais cet élément est toujours réuni (ou, sinon, la subvention est illégale) ;
- son **organisation** doit laisser transparaître la mainmise de la commune : majorité et pouvoirs des élus municipaux au sein de l'association, éventuelle présidence de droit au maire, verrouillage des adhésions... ;
- son **fonctionnement** doit demeurer empreint de la présence de la commune. Là encore, les indices ne manquent pas : part du financement communal, hébergement municipal, usage du tampon de la commune ou de personnel municipal ;
- son **financement** est en grande partie assuré par des subsides communaux, même s'il est impossible de déterminer à l'avance quelle doit être l'importance de cette part de ressources indépendante de la collectivité pour considérer qu'il y a autonomie, et c'est bien là toute la difficulté de cet exercice !



Une gestion de fait peut également être commise « par les recettes ». Ce sera le cas, par exemple, lorsqu'une association encaisse – sans régie de recettes publiques ni convention le prévoyant en lien avec le trésorier – des recettes municipales, par exemple des tickets d'entrée à un théâtre public, ou bien le produit des ventes d'un dépliant touristique sur la commune réalisé par la commune, etc. C'est également le cas – particulièrement fréquent dans les communes à faible population, mais pas seulement – de ces associations auxquelles a été confiée de manière plus ou moins opaque la tenue de la brocante ou du vide-greniers annuel sur quelques voies publiques du centre-ville ou du centre-bourg et qui perçoivent – et surtout conservent ! – les droits de place versés par les exposants pour avoir le droit d'occuper quelques mètres carrés de trottoir. Dans la mesure où ces droits de place sont le produit de l'occupation privative de voies publiques (communales ou autres), on est invariablement en présence de deniers publics qui ne devraient être maniés que par un comptable public ou, à tout le moins, un régisseur de recettes nommé dans le respect des principes qui s'imposent en la matière.

Un danger méconnu : les conflits d'intérêts pour les élus ou les cadres territoriaux

Le maire (ou un adjoint au maire, voire un autre élu) ne peut pas, légalement, aider une association au sein de laquelle il exercerait des responsabilités particulières. De même le cadre territorial ne peut-il avoir pour mission de surveiller une association dont il serait le mandataire... Cette aide serait illégale, voire, dans certains cas extrêmes, constitutive du délit de prise illégale d'intérêt.

En vertu de l'article L.2131-11 du CGCT, « sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires »

Il faut alors distinguer :

- l'intérêt personnel de l'élu en tant qu'il peut entraîner l'annulation d'actes de la collectivité relatifs à l'association ;
- l'intérêt personnel de l'agent ou de l'élu mandataire de l'association, susceptible dans des cas particuliers d'entraîner des sanctions pénales.

Dans tous les cas où la collectivité envisage une relation de type subventionnement avec une association, quelle qu'elle soit, dans laquelle un ou des élus (ou des personnes qui leur sont proches du fait de liens familiaux mais également amicaux) officient, ces élus doivent non seulement avertir leurs pairs de l'existence d'une situation pouvant générer un conflit d'intérêts (comme les y invite d'ailleurs expressément la charte de l'élu local), et par la suite, se mettre évidemment en retrait quant à toute prise de décision pouvant concerner ce soutien à l'association.

Cela implique quasi systématiquement de ne pas participer au vote sollicité auprès de l'assemblée délibérante à propos de cette subvention, mais également de ne pas participer à la discussion préalable à ce vote. D'une manière générale et de ce point de vue, la solution la plus sûre reste de sortir de la salle où se tient l'assemblée délibérante, le temps que cette question soit débattue puis votée, et de ne reprendre sa place qu'une fois l'affaire effectivement réglée.

Au-delà, si de tels conflits d'intérêts devaient d'ores et déjà exister cet élu devrait faire en sorte d'y mettre un terme.

Depuis l'adoption de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et plus il existe le déport. Ainsi, un élu plus spécialement titulaire de fonctions exécutives locales peut faire en sorte d'être suppléé par un délégataire pour les questions posant problème, en s'abstenant par ailleurs de lui adresser des instructions.

- L'élu qui estime être dans une telle situation de conflit d'intérêts, que ce soit en vertu de ses pouvoirs propres ou en vertu d'une délégation émanant de l'organe délibérant, prend un arrêté mentionnant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences et désignant, la personne chargée de le suppléer. Il s'agit donc d'un arrêté portant délégation mais qui implique le fait pour l'élu de se déporter, ce que les dispositions législatives sus-évoquées ne prévoient habituellement pas.



Bien contrôler l'objet de l'association

- Avant d'aider une association, la commune doit bien vérifier que l'association n'exerce pas, en pratique, une activité principalement lucrative.
Si tel devait être le cas, l'aide consentie par la commune serait considérée par le juge comme une aide à une entreprise commerciale, encadrée par des règles très précises. Une difficulté qui touche de plein fouet, par exemple, certaines associations formant des « entreprises d'insertion » par l'économie ou encore des « régies de quartier ».
- les aides aux entreprises sont nettement plus encadrées

Un contrôle de l'association

- L'article L.1611-4 du CGCT est clair : « *Toute association [...] ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée.* »
Un maire a même pu être considéré comme gestionnaire de fait parce qu'il avait été trop négligent dans ses contrôles d'une association subventionnée.
- Mais attention : les délégués de la commune ne doivent jamais s'introduire dans le domicile d'un particulier, même si le siège de l'association subventionnée est à ce domicile (sinon, ils pourraient commettre une infraction lourdement sanctionnée, à savoir la violation de domicile).
- Mais il n'est pas rare que la commune exerce son contrôle au delà de ce qui est légal. Il est ainsi arrivé qu'une commune exige d'avoir communication de la liste nominative des membres de l'association. Or, une telle demande est illégale (sauf autorisation de la Commission nationale informatique et libertés et information préalable des intéressés). En revanche, rien n'interdit à la commune de demander à l'association des informations chiffrées globales (nombre d'adhérents, âge moyen, etc.).
- Ces règles de contrôle peuvent se trouver renforcées dans divers cas, dont les associations :
 - qui exécutent un marché public ou qui gèrent un service public ;
 - qui bénéficient d'aides plus particulières : locaux, garanties d'emprunts ;
 - qui ont été déclarées d'utilité publique ou qui font appel à la générosité publique dans le cadre d'une campagne conduite à l'échelon national.

Que peut-on demander?

Selon le décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016, le formulaire de demande de subvention comprend tout d'abord les six rubriques suivantes :

- une rubrique dédiée à l'identité de l'association (dénomination sociale, numéro d'identification au répertoire national des associations, adresse du siège, identification du représentant légal et de la personne chargée de la demande).
- une rubrique dédiée à ses relations avec l'administration (agréments, habilitations, reconnaissances, assujettissement aux impôts commerciaux, montant cumulé d'aides publiques sur les trois derniers exercices dont l'exercice en cours) ;
- une rubrique dédiée à ses relations avec d'autres associations (affiliation à un réseau, une union ou une fédération, nombre de personnes morales de droit privé adhérentes) ;
- une rubrique dédiée aux personnes physiques qui concourent à l'action de l'association (nombre de bénévoles, volontaires, salariés, adhérents, éventuellement licenciés).
- une rubrique dédiée aux prévisions budgétaires de la structure (budget prévisionnel, le cas échéant conforme au plan comptable des associations prévu par l'arrêté du 8 avril 1999)
- une rubrique dédiée aux projets de l'association (intitulé, objectif, description, publics bénéficiaires, territoire de réalisation, moyens matériels et humains et budget prévisionnel correspondant, date ou période de mise en œuvre, moyens d'évaluation).

Que peut-on demander?

- Des copies certifiées du budget et des comptes ainsi que tous les documents faisant connaître son résultat d'activité (art. L.1611-4 du CGCT) ;
- un compte rendu financier spécial en cas de subvention affectée;
- la liste des aides reçues ;
- un examen des factures, des comptes..., sous réserve parfois d'occulter les informations nominatives qui peuvent porter atteinte à la vie privée ;
- la rémunération des plus hauts cadres et bénévoles dans certains cas ;

Que peut-on demander?

Une rubrique doit y faire apparaitre une attestation sur l'honneur du représentant légal de l'association aux termes de laquelle l'association est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables. Il faut également y faire mention de ce que les informations ou données portées dans le formulaire de demande de subvention sont exactes et sincères et que le montant total et cumulé d'aides publiques attribuées à l'association sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) est, soit inférieur ou égal à 500 000 euros, soit supérieur à ce montant.

Les seules limites sont celles qui touchent à la vie privée, au secret professionnel, au secret du commerce et de l'industrie.



Budget municipal

Toute commune de 3 500 habitants ou plus (ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale comprenant au moins une telle commune) est tenue d'assortir son budget d'une annexe retraçant (art. L.2313-1 du CGCT) :

- « *la liste des concours attribués par la commune aux associations sous forme de prestations en nature et de subventions* » ;

la liste des organismes pour lesquels la commune :

- *détient une part du capital ;*

- *a garanti un emprunt ;*

- *a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.*

La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;

Subventions de 23000€ et plus

- elle doit conclure une convention avec l'association qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée ;
- si la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de la commune qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.
- le budget et les comptes de l'association, ainsi que la convention alors conclue avec la commune, sont des documents administratifs communicables à tout demandeur.

Subventions de 23000€ et plus

Si la subvention atteint, sur une année, la somme de 153 000 euros, l'association doit, de surcroît, déposer à la préfecture son budget, ses comptes, les conventions de subventionnement et, le cas échéant, les comptes rendus financiers des subventions reçues.



Mise à disposition de locaux

Le maire détermine « *les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public* ».

Le conseil municipal peut, le cas échéant, définir « *les conditions générales dans lesquelles un local communal peut être mis à la disposition d'une association* ».

Mais c'est au maire qu'il appartient « *de faire une application individuelle d'une telle délibération* ». Comme le rappelle clairement le juge administratif, « *s'il appartient au conseil municipal de délibérer sur les conditions générales d'administration du domaine public communal, le maire est seul compétent pour délivrer et retirer les autorisations d'utiliser des locaux appartenant à la commune* ».

Mise à disposition de locaux



Le maire peut refuser le prêt de salle à une association sur la base des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services ou encore sur le fondement de la nécessité de maintenir l'ordre public.

Tel sera le cas si une association a généré des troubles à l'ordre public provenant de l'attitude agressive de membres de l'association à l'égard des élus et agents de la commune.

Tel sera le cas également du retrait des créneaux d'utilisation d'un équipement communal initialement accordés à une association connaissant des difficultés sérieuses de gestion ayant entraîné des dissensions publiques entre ses membres perturbant ainsi le calendrier d'occupation.

Le conseil municipal est compétent pour fixer, « *en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation* ».

Concernant le caractère payant ou non de ces mises à disposition, l'obligation de soumettre cette mise à disposition au paiement d'une redevance, redevance dont le montant doit être en relation avec les avantages procurés par l'occupation autorisée. Ces principes connaissent quelques exceptions, particulièrement au profit d'associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Mise à disposition de locaux

La commune peut modifier à tout moment l'affectation de l'immeuble communal « *pour un motif tiré de la bonne administration de cet immeuble ou des nécessités de l'ordre public* », ce qui peut lui permettre d'en « expulser » ses locataires.

Lorsqu'elle signe un bail avec une association, la commune dispose d'un **large choix entre des formules juridiques**.

S'il s'agit de louer le domaine privé de la commune, diverses solutions sont possibles :

- contrats du droit commun (comme entre deux personnes privées) ;
- baux ruraux ;
- contrat administratif (qui s'applique principalement en cas de clause exorbitante du droit commun ou dans certaines hypothèses de participation au service public) ;
- etc.

Mise à disposition de locaux

Le maire n'a pas compétence pour ordonner de lui-même l'expulsion d'occupants des locaux municipaux : il doit saisir le juge compétent (juge judiciaire pour le domaine privé ; l'un ou l'autre des juges pour le domaine public), lequel ordonnera cette expulsion.



Mise à disposition de locaux

Avant de confier une salle à une association, il est prudent d'exiger, au préalable, que l'association s'engage par écrit :

- à présenter un contrat d'assurance souscrit par elle,
- à ne pas sous-louer la salle communale ;
- à respecter les normes antibruit, à ne pas commettre de tapage injurieux ou nocturne, à fermer portes et fenêtres en cas de diffusion de musique... ;
- à nettoyer tout bris de verre ou tout résidu dangereux qui pourrait subsister à leur départ des lieux, même si la commune prend en charge contractuellement le nettoyage final.
- De plus, un inventaire détaillé des biens mis à la disposition de l'association pourra éviter de nombreuses difficultés juridiques, financières et relationnelles.

La sécurité des établissements recevant du public (ERP)

- Sont visés les bâtiments, locaux et enceintes dans lesquelles des personnes sont admises (librement ou contre participation) ou dans lesquels sont tenues des réunions (payantes ou non). Exemples : magasins, salles polyvalentes, bibliothèques, restaurants, chapiteaux, équipements sportifs, hôpitaux, maisons de retraite, écoles...
- En revanche n'a pas été considérée comme un ERP une cave d'un immeuble dans lequel un particulier avait organisé un concert moyennant un droit d'entrée



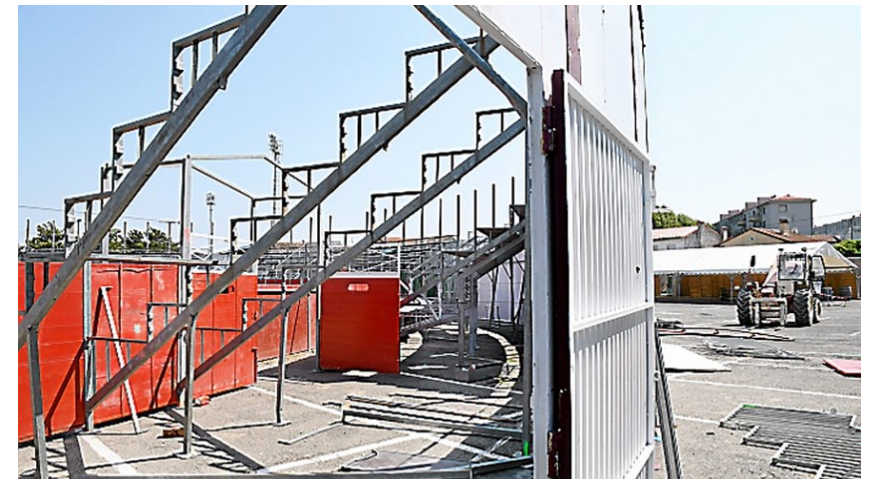
La sécurité des ERP

→ Le classement des ERP

- 1ère catégorie > 1500 personnes
- 2ème catégorie : entre 700 et 1500 personnes
- 3ème catégorie : entre 300 et 700 personnes
- 4ème catégorie jusqu'à 300
- 5ème catégorie : dispositions particulières à certains établissements (contrôles de la commission de sécurité s'ils disposent de locaux d'hébergement)



- Le maire est responsable des mesures d'exécution et de contrôle
- En cours d'exploitation il peut solliciter le passage de la commission de sécurité (celle-ci peut aussi en prendre l'initiative)
- Si des infractions aux normes de sécurité sont relevées, le maire peut décider de la fermeture de l'établissement
- L'arrêté doit préciser la nature des travaux à effectuer ainsi que les délais pour les réaliser (mise en demeure préalable sauf urgence). Mesure de fermeture peut ne concerner qu'une partie de l'établissement.



Les garanties d'emprunts

La commune peut accorder sa caution bancaire lors d'un emprunt ou bien une garantie d'emprunt.

La caution est un accessoire du contrat de prêt (la commune est tenue aux mêmes engagements que l'association), tandis que la garantie d'emprunt est un contrat distinct du contrat de prêt (avec la possibilité d'engagements distincts).

Lorsque la commune s'engage ainsi, elle peut être contrainte de rembourser l'emprunt à la place de l'association. S'il y a plusieurs cautions, les banques auront le réflexe d'actionner l'engagement de la commune en premier... puisque celle-ci est solvable.

Les cautions – ou garanties d'emprunts – des communes demeurent donc sévèrement encadrées. Notamment, l'opération cautionnée doit présenter un « intérêt public local ». Elle doit avoir un impact local et s'inscrire dans le cadre des compétences communales.

Surtout, l'engagement de la commune doit être strictement connu, limité et lié à un emprunt. Le juge a ainsi annulé des cautions communales portant sur des découverts bancaires à venir, sur des loyers, sur des dettes fiscales...

Les garanties d'emprunts

Garantir un emprunt est un acte apparemment anodin, mais potentiellement risqué. Il en résulte trois règles de prudence imposées par la loi.

Les deux premières ne contraignent que rarement les associations :

- la commune ne peut pas trop s'endetter (plafonds de dette + garanties d'emprunts en fonction d'une partie des recettes communales) ;
- la commune ne peut pas accorder une garantie d'emprunt qui représenterait plus que 50 % de ses recettes de fonctionnement.

La troisième règle de prudence est plus contraignante : l'ensemble des collectivités locales ne peut pas couvrir plus d'un certain pourcentage (souvent 50 %) d'un même emprunt....



La mise à disposition d'agents

Il n'est pas rare que les communes mettent, pour tout ou partie de leur service, des agents à la disposition de tiers.

Cette hypothèse doit être bien distinguée du cumul d'emplois, puisqu'en pareil cas, le fonctionnaire mis à disposition « *demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais [...] exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir* » pour une partie de son temps de service.

Mais il est à souligner que ce régime ne peut trouver à s'appliquer que si certaines conditions se trouvent réunies :

- un fonctionnaire à mettre à disposition (les non-titulaires ne peuvent pas être mis à disposition) ;
- l'accord dudit fonctionnaire ;
- l'association doit être soit reconnue d'utilité publique ou faire partie « *des organismes contribuant à la mise en œuvre d'une politique de l'État, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs, pour l'exercice des seules missions de service public confiées à ces organismes* » ;
- une convention ;
- un arrêté « de l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination » après avis de la commission administrative paritaire (avec les délibérations en annexe, ainsi qu'un état des personnels faisant apparaître la répartition entre agents en propre et agents mis à disposition).
- une durée de trois annexées au maximum



La mise à disposition d'agents

S'agissant cependant de la mise à disposition d'associations, on notera l'obligation pour l'association concernée de rembourser le salaire correspondant à la collectivité employeur. En effet, la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique a prévu que désormais seuls les organismes contribuant à la mise en œuvre de la politique des communes pourront bénéficier de mises à disposition de fonctionnaires et uniquement pour l'exercice des missions de service public qui leur auront été confiées.

Le personnel de la commune peut parfois donner un coup de main à l'association si cela entre dans le cadre de ses missions municipales.

La mise à disposition d'agents

Mais la commune peut aussi, proposer la mise à disposition (ou une autre collectivité publique) à l'association est en effet d'une autre nature : il s'agit bien pour la collectivité publique de continuer à payer un fonctionnaire, dont la carrière se déroule normalement..., sauf que celui-ci travaille, en réalité, à temps plein ou partiel au sein de l'association.

ce régime ne peut trouver à s'appliquer que si des conditions très strictes se trouvent réunies :

- une « nécessité de service » ;
- un fonctionnaire (ce qui exclut certains types d'agents : les stagiaires, les contractuels, les vacataires) ;
- l'accord de ce fonctionnaire ;
- l'accomplissement par le fonctionnaire, lors de la mise à disposition, de « *fonctions d'un niveau hiérarchique comparable à celui des fonctions exercées dans son administration d'origine* » ;
- une convention ;
- un arrêté « *de l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination* » une durée de trois années au maximum (« *renouvelable par période n'excédant pas trois années* »).

La mise à disposition d'agents

Trois types d'associations peuvent prétendre à ce type d'aide :

- les associations reconnues d'utilité publique ;
- les fondations ;
- les organismes à but non lucratif (associations en premier lieu) « *dont les activités favorisent ou complètent l'action des services publics locaux relevant de la collectivité d'origine, ou qui participent à l'exécution de ces services* ». C'est évidemment dans cette dernière catégorie que s'engouffrent tous ceux qui souhaitent avoir ainsi une main-d'œuvre qualifiée à titre gratuit. Mais on voit bien qu'il faut montrer un peu plus patte blanche que pour une simple subvention...

La commune et les dettes de l'association

Le juge a précisé qu'une commune peut décider de prendre en charge les dettes d'une association.

Hypothèse retenue par le juge : l'association assure une mission ayant un intérêt pour la commune. En raison de la réalisation de cette mission, l'association subit des pertes financières. L'association ne peut faire face à ces dettes selon ses ressources propres. Enfin, elle entretient un lien de dépendance avec la commune tel que l'association n'a pas de personnalité juridique distincte de la commune qui la subventionne.

L'association est alors fondée à demander une subvention auprès de sa commune afin que cette dernière puisse prendre en charge ses dettes.

C'est ce qu'a admis le juge administratif, s'agissant d'une association culturelle qui s'était endettée à la suite de deux représentations réalisées au profit de la commune (CE, 4 août 2006, Commune de Grimaud, req. n° 271964).

La commune et les dettes de l'association

- Que l'association ait une activité représentant un intérêt communal semble suffisant.

En effet, une fois cet intérêt reconnu, il va de soi que la prise en charge des dettes de l'association par une subvention communale est légale l'intérêt qu'elle représentait pour la commune est avéré.

Aussi, on peut supposer que l'origine des dettes est à cet égard peu déterminante.

Par exemple, si les dettes résultent d'une baisse des cotisations, ou de difficultés de gestion, l'octroi d'une subvention en vue de prendre en charge les dettes ne semble pas pour autant exclu : si l'intérêt pour la commune de la survie de l'association est démontré, l'origine des dettes n'est pas un critère nécessaire.

Par ailleurs, l'indépendance de l'association ne paraît pas constituer un obstacle à l'octroi d'une subvention ayant pour objet d'éteindre les dettes de l'association.

Bien plus, il convient de garder à l'esprit les dangers d'une trop grande confusion entre la personnalité d'une association et celle de la commune.

La commune et les dettes de l'association

Le manque d'autonomie de l'association a pu justifier la prise en charge de ses dettes par la commune,

Ce même critère de dépendance peut en effet, dans d'autres cas, poser des difficultés et caractériser ce que l'on appelle la « gestion de fait ».

Il y a gestion de fait lorsqu'une personne qui n'est pas habilitée par la loi pour le faire utilise l'argent public. Or, lorsqu'une association n'a aucune autonomie à l'égard de la commune qui la subventionne, on dit qu'elle est « transparente ». Alors, l'argent qu'elle manie est considéré comme l'argent de la commune et donc de l'argent public. Or une association n'est pas habilitée par la loi à manier de l'argent public.

Attention donc aux associations qui ne sont pas totalement autonomes à l'égard des communes : une association « transparente » à l'égard d'une collectivité locale devra respecter un certain nombre de règles juridiques qui s'imposent à la commune puisqu'elle en est le prolongement.

L'association peut se voir ainsi imposer les règles de la comptabilité publique puisque les deniers utilisés seront considérés comme les deniers propres de la commune.

La commune et les dettes de l'association

l'association peut être invitée par la chambre régionale des comptes à présenter ses comptes comme l'aurait fait un comptable public « officiel ». Aussi, en cas de dépenses injustifiées ou illégales, le comptable de fait de l'association devra puiser dans ses ressources propres pour alimenter ce compte ou peut encore encourir une amende pour usurpation de fonctions.

Par ailleurs, l'association prend aussi le risque de devoir appliquer le droit de la commande publique dans les contrats qu'elle passe avec des tiers, pour le compte de la commune.

L'autonomie de l'association, loin d'être un critère d'exclusion de la prise en charge des dettes d'une association, est donc nécessaire pour la continuité de l'association.

Si l'association est donc autonome à l'égard de sa commune, elle est tout aussi fondée à solliciter une subvention tant que l'intérêt communal est démontré.

Concrètement, il suffira donc, pour obtenir une subvention communale destinée à prendre en charge les dettes de l'association, de motiver votre demande de subvention en insistant sur l'importance de la continuité de votre activité associative pour l'intérêt général de la commune et de ses habitants.

Peut-on transférer la gestion complète d'une compétence ?

Le juge sanctionnera le transfert complet de la gestion d'une compétence. On ne peut pas déléguer à une association une de ces compétence. Une association peut donc participer à une mission de service public, mais elle ne peut pas se substituer intégralement à la collectivité.

Donc :

la participation d'une association en matière culturelle, sociale ou sportive aux missions publiques ne pourra jamais être une substitution dans la décision publique..., ce qui est difficile si la collectivité n'a pas réellement son service ou, à tout le moins, un véritable pouvoir de décision autonome, d'une part, et plusieurs outils d'intervention, d'autre part.

Les conventions de subventionnement

- Une convention de subventionnement est obligatoire au delà de 23 000 euros (art. 10 de la loi du 12 avril 2000 et décret du 26 juin 2001).
si la convention fixe des objectifs à l'association en échange de la subvention, tout en lui ménageant de suffisantes marges d'autonomie, la convention peut se révéler un utile moyen de prouver l'autonomie de l'association..., à la condition que cette autonomie soit réelle.
- Inversement, une convention qui laisserait des marges de manœuvre très faibles à l'association constituerait une preuve du manque d'autonomie de l'association et, par conséquent, un indice d'une possible gestion de fait !

Le contrat d'engagement républicain

Le contrat d'engagement républicain, entré en vigueur au 2 janvier 2022, est un document par lequel les associations s'engagent à respecter les principes de la République.

Seule l'association s'engage à le respecter, et est opposable par les autorités en cas de non-respect. La signature contrat d'engagement républicain est rendue obligatoire dans plusieurs cas, par la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Le contrat d'engagement républicain

L'engagement républicain est **obligatoire pour l'association** qui :

- **Sollicite une subvention** d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial,
- **Demande un agrément d'État ou la reconnaissance d'utilité publique,**
- Souhaite accueillir un **volontaire en service civique.**

Le contrat d'engagement républicain

Quels sont les engagements ?

- 1) Respect des lois de la République**
- 2) Liberté de conscience**
- 3) Liberté des Membres de l'association**
- 4) Égalité et non-discrimination**
- 5) Fraternité et prévention de la violence**
- 6) Respect de la dignité de la personne humaine**
- 7) Respect des symboles de la République**

Le contrat d'engagement républicain

Quelles sont les modalités de mise en œuvre ?

- **Le contrat d'engagement républicain doit être souscrit par le représentant légal.** (Une rubrique spécifique est prévue dans le formulaire unique CERFA de demande de subvention).
- **L'association doit informer ses membres** (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site, ...).

Le contrat d'engagement républicain

- **Dirigeants, salariés, membres et bénévoles engagent la responsabilité de l'association.**
L'association s'engage à veiller à ce que le contrat soit respecté par ses dirigeants, salariés, membres et bénévoles. **Sont imputables à l'association les manquements commis par ces derniers agissant en ces qualités ou directement liés aux activités de l'association**, dès lors que ses dirigeants, bien qu'informés de ces agissements par tout moyen, se sont abstenus de prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser, compte tenu des moyens dont ils disposaient.
- **L'association a donc une obligation de « surveillance » et est « responsable » des manquements commis par les différentes catégories de personnes liées à elle.**
- **Des sanctions administratives en cas de non-respect.**
En cas de non-respect l'association risque le **refus** de subvention demandée ou d'agrément sollicité, le **retrait** de la subvention ou de l'agrément, et le **refus ou retrait** de la reconnaissance d'utilité publique.
- **Des sanctions pouvant être contestées.**
Ces sanctions étant des décisions administratives, elles peuvent être ainsi contestées de plusieurs manières selon leur nature.

Charte d'engagements réciproques entre l'état, le mouvement associatif et les collectivités territoriales

- Les signataires de cette charte s'engagent, dans une démarche leur coopération au service de l'intérêt général. L'État, le Mouvement associatif, expression reconnue du mouvement associatif, rejoints par les représentants des collectivités territoriales, renouvellent et approfondissent ainsi la charte signée lors du centenaire de la loi de 1901. Collectivités territoriales et associations sont en effet aujourd'hui des partenaires essentiels sur les territoires.
- Cet acte solennel, fondé sur les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, renforce des associations et la libre administration des collectivités territoriales.

La signature d'une charte locale ou sectorielle : une démarche « gagnant-gagnant »

- Il existe aussi des chartes régionales, départementales et communales.

La signature d'une charte locale ou sectorielle : une démarche « gagnant-gagnant »

Intérêt pour les acteurs publics

- Une légitimité démocratique plus grande des politiques publiques due à une concertation approfondie avec les associations
- Une action publique de meilleure qualité, plus créative car fondée sur l'expertise citoyenne
- Plus de transparence et de lisibilité dans les relations financières avec les associations
- Un lien renforcé et de confiance avec le territoire et sa population
- Une approche plus cohérente de la vie associative entre les différents services d'une collectivité ou entre les services de l'État

La signature d'une charte locale ou sectorielle : une démarche « gagnant-gagnant »

Intérêt pour les associations

- Une reconnaissance de la contribution des associations à l'intérêt général et aux politiques publiques
- Une prise en compte de l'expertise citoyenne des associations
- Des élus et agents de collectivités sensibilisés aux spécificités du monde associatif
- Des relations partenariales durables avec les pouvoirs publics, limitant les effets de concurrence inter associatives
- Un dialogue régulier et organisé sur des bases représentatives avec les pouvoirs publics

C'est fini...

***Pour le SAV :
assistance@crb-formationconseil.fr***



Partie 2

Les collaborateurs bénévoles du service public

- C'est une personne qui de manière occasionnelle et bénévole prête son concours à la commune pour l'exercice d'une mission de **service public** (au sens large)
- Cette collaboration peut être requise, acceptée ou spontanée (mais uniquement alors en cas d'urgence avérée)
- La collaboration doit être effective, justifiée et à titre particulier
- Existe-t-il des bénévoles du service public ? Poser la question, c'est y répondre... et, bien entendu, il n'existe pas de bénévoles de la collectivité territoriale, quelle qu'elle soit...

Quelles responsabilités de la collectivité ou de l'association ?

La collectivité est responsable des dommages causés ou subis par le collaborateur bénévole

- Il n'est pas nécessaire de prouver que la collectivité a commis une faute mais celle-ci peut s'exonérer (totalement ou en partie) si le collaborateur est fautif.
- Il en est de même pour l'association à l'égard des bénévoles



Buvette



Buvettes



- 1° **Boissons sans alcool** (non fermentés ou ne comportant pas, à la s d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré)
- 2° **Boissons fermentées non distillées** : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, les vins doux naturels bénéficiant du régime fiscal des vins, crèmes de cassis, jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool ;
- 3° **Vins doux naturels** (autres que ceux appartenant au groupe 2, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur) ;
- 4° **Rhums, tafias, alcools provenant de la distillation** ;
- 5° **Toutes les autres boissons alcooliques.**

- L'ouverture de débits de boissons de toute nature à consommer sur place est autorisée dans l'enceinte des expositions ou des foires organisées par l'Etat, les collectivités publiques ou les associations reconnues comme établissements d'utilité publique pendant la durée des manifestations.
- Chaque ouverture est subordonnée à l'avis conforme du commissaire général de l'exposition ou de la foire ou de toute personne ayant même qualité.
- L'avis est annexé à la déclaration souscrite à la mairie et à la recette buraliste des contributions indirectes

- L'ouverture de débits temporaires est soumise à autorisation du maire.
- Les associations qui établissent des cafés ou débits de boissons pour la durée des manifestations publiques qu'elles organisent ne sont pas tenues à la déclaration prescrite par l'article L. 3332-3 du CSP mais doivent obtenir l'autorisation de l'autorité municipale dans la limite de cinq autorisations annuelles pour chaque association.
- Il ne peut être vendu ou offert, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des deux premiers groupes (dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, le préfet peut autoriser la vente des boissons de quatrième groupe, dont la consommation y est traditionnelle, dans la limite maximum de quatre jours par an)

Le préfet peut interdire l'implantation de débits de boissons à proximité des établissements suivants :

- édifices cultuels et cimetières ;
- établissements de santé, maisons de retraite... ;
- établissements scolaires, de formation ou de loisirs de la jeunesse ;
- stades, piscines, terrains de sport publics ou privés ;
- établissements pénitentiaires ;
- casernes, camps, arsenaux et tous bâtiments occupés par le personnel des armées de terre, de mer et de l'air ;
- bâtiments affectés au fonctionnement des entreprises publiques de transport.



Lorsque le maire délivre une autorisation de buvette, il doit penser à vérifier qu'il ne viole pas l'arrêté préfectoral.

- En principe la vente et la distribution de boissons des groupes 2 à 5 est interdite dans les enceintes sportives
- Le maire peut néanmoins accorder des autorisations dérogatoires temporaires, d'une durée de 48h au plus, et autoriser la vente à consommer de boissons des 2è et 3è groupes en faveur :
 - des associations sportives agréées dans la limite des 10 autorisations annuelles pour chacune desdites associations ;
 - des organisateurs de manifestations à caractère agricole dans la limite de deux autorisations annuelles par commune ;
 - des organisateurs de manifestations à caractère touristique dans la limite de quatre autorisations annuelles, au bénéfice des stations classées et des communes touristiques.

Sauf manifestations exceptionnelles les demandes doivent être transmises en mairie 3 mois au moins avant la manifestation



- La seule circonstance que le maire ait délivré une autorisation de buvette ne suffit pas à engager sa responsabilité en cas d'accident causé ou subi par une personne en état d'ébriété.
- Les organisateurs ne sont pas responsables de la consommation d'alcool par des festivaliers ou des participants qui ont emmené leur propre boisson
- Les organisateurs peuvent en revanche engager leur responsabilité pour des accidents causés par une consommation excessive d'alcool à la buvette.





DEMANDE D'OUVERTURE D'UN DEBIT TEMPORAIRE DE BOISSONS

Formulaire à nous adresser au minimum 10 jours ouvrés avant la date d'ouverture

A l'attention de Monsieur Le Maire
Direction de la Réglementation, Etat Civil et Elections
32, rue Aimé Ramond
11835 CARCASSONNE CEDEX 9
Tél. 04 68 77 74 87
reglementation@mairie-carcassonne.fr

Je soussigné(e) (nom, prénom) :

Représentant (association, administration ...) :

En qualité de :

Adresse : (N°) (rue)

Code Postal : Ville : Tél :

Mail :

J'ai l'honneur de solliciter de Monsieur Le Maire de Carcassonne, l'autorisation d'établir un débit temporaire de boissons :

☐ **Boissons du 3ème groupe** : boissons fermentées non distillées (vin, bière, cidre, poiré, hydromel) et vins doux naturels ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1, 2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés. d'alcool pur.

au lieu-dit :

(N°) (rue)

Code postal : Ville :

A l'occasion de :

Date(s) et heures (début et fin)

Demande faite le : (jour) / /

Signature obligatoire :

Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par le service Réglementation et Affaires Générales pour le traitement des demandes d'ouverture de débits temporaires de boissons. Elles sont conservées pour une durée d'un an et sont exclusivement destinées à l'usage du déclarant. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Européen Général sur les Données Personnelles (RGPD 2016/679), vous pouvez exercer votre droit d'accès et de rectification aux données vous concernant en vous adressant à : reglementation@mairie-carcassonne.fr

CRB

CONSEIL
FORMATION
EXPERTISE

Christophe Rigaud-Bonnet

Service d'ordre



- La question de la mise en place d'un service d'ordre lors de l'organisation d'une manifestation éphémère peut et doit se poser, indépendamment des textes qui peuvent le prévoir.
- Il ne faut pas confondre service d'ordre et service de sécurité incendie qui, lui, sera éventuellement imposé par le règlement de sécurité pour les ERP. Mais qui peut aussi être imposé par le maire de la commune en extérieur, ne l'oublions pas.
- À ce propos, il peut être dangereux d'avoir un service d'ordre et un service de sécurité incendie tenus par les mêmes personnes. En effet, en cas de rixe qui peut déclencher un mouvement de panique nécessitant une évacuation des lieux, que devra privilégier l'agent à la double mission ?
- Donc, à chacun son rôle.



- L'article R.613-10 dispose que « *Tout préposé de l'organisateur d'une manifestation sportive, récréative ou culturelle, rassemblant plus de 300 spectateurs dans une enceinte, faisant partie de son service d'ordre, doit être agréé pour procéder aux palpations de sécurité ainsi qu'à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages à main dans les conditions prévues à l'article L.613-3. ».*
- Ce qui veut dire qu'à moins de 300 personnes, tout préposé de l'organisateur participant au service d'ordre mis en place n'est pas tenu d'être agréé.



Le DPS – dispositif prévisionnel de secours



- L'autorité de police compétente territorialement (donc le maire de la commune) ou l'organisateur de la manifestation ont la responsabilité de la mise en place de ce dispositif qui sera prépositionné sur le site de la manifestation. Pour ce faire, contact sera pris avec une association agréée qui, à l'aide d'une grille d'évaluation, que l'on trouve dans le référentiel, définira le type de DPS à mettre en œuvre.



Référentiel National se secours ministère intérieur



- Plusieurs critères sont pris en compte pour l'évaluation du risque, sur trois thèmes et des circonstances différentes et aggravantes :
 - activité du rassemblement :
- * public assis,
* public debout avec trois critères différents,
- ** cérémonie, réunion, restauration, exposition, foire, salon...,
** spectacle avec public statique, fête foraine, rendez-vous sportif,
** spectacle avec public dynamique, feria, fête votive, carnaval, rue... ;
- - environnement et accessibilité au site :
 - * bâtiment, voies publiques dégagées, accès aisé,
 - * gradins, tribunes, chapiteaux, surface moins de 2 hectares, pente plus de 100 m, * surface jusqu'à 5 hectares, pente plus de 150 m, accès difficile,
 - * espace de plus de 5 hectares, pente plus de 300 m, accès difficile, y compris
- secours ;
 - délai d'intervention des secours publics :
- * moins de 10 minutes, * de 10 à 20 minutes, * de 20 à 30 minutes, * plus de 30 minutes.

- <https://www.aisne.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-protection-de-la-population/Protection-civile/Les-Dispositifs-Previsionnels-de-Secours-DPS>

Les lotos, loteries et tombolas



- Les loteries sont en principe prohibées (3 ans d'emprisonnement et 90 000 euros d'amende)

4 signes distinctifs :

- appel au public
- espérance d'un gain
- intervention du hasard
- une participation financière



- L'organisation de lotos, loteries et tombolas est soumise à autorisation (demande à déposer en mairie)
- Sont dispensés d'autorisation les lotos traditionnels avec des mises de chacun des participants inférieures à 20 euros et des lots qui doivent être des biens, des services, ou des bons d'achat non remboursables (mais en aucun cas des sommes d'argent).
- Pour les loteries et tombolas dont le capital d'émission (nombre de billets X le prix de billets) est > à 7500 euros, l'association doit fournir
- le bilan du dernier exercice. Au-delà de 30 000 euros le préfet statue après avis du TPG.
- L'association doit justifier du bon emploi des gains.
- L'avis du maire peut être sollicité.

- Des exceptions sont prévues pour :
- les loteries organisées en faveur d'actes de bienfaisance, à l'encouragement des arts, et au financement d'activités sportives à but non lucratif (sont soumises à autorisation préfectorale)
- les lotos traditionnels organisés dans des cercles restreints (suppose une certaine convivialité incompatible avec une publicité de grande ampleur) dans un but social, culturel, scientifique, sportif, éducatif ou d'animation sociale avec des mises de faible valeur inférieures à 20 euros.
- les loteries proposées à l'occasion des fêtes foraines.

Les brocantes et vide-greniers



- Les brocantes et vide-greniers sont considérés comme des ventes au déballage.
- Ce sont des ventes de marchandises effectuées dans des locaux ou sur des emplacements non destinés à cet effet (voie publique, locaux d'une association, salle des fêtes, parking de supermarché...) ou à partir de véhicules.
- La loi du 4 août 2008 a remplacé le régime antérieur d'autorisation administrative par une déclaration préalable → le maire n'a plus à délivrer d'autorisation mais doit s'assurer du respect de la législation.
- La demande est adressée au maire par lettre recommandée avec AR contre récépissé dans les 3 mois avant la manifestation en cas d'occupation du domaine public, 15 jours dans les autres cas.



- Ne peuvent excéder 2 mois par année civile dans un même local ou sur un même emplacement
- Les particuliers non inscrits au RCS sont autorisés à y participer dans la limite de 2 fois par an pour y vendre des objets personnels et usagers (en revanche la condition de résidence a été supprimée par la loi de modernisation de l'économie du 27 juillet 2010).
- A chaque vente l'organisateur doit tenir un registre coté et paraphé par le commissaire de police ou, à défaut, par le maire → concernant les participants non professionnels le registre doit mentionner la remise d'une attestation sur l'honneur de non-participation à deux autres manifestations de même nature au cours de l'année civile.
- A la fin de la manifestation le registre doit être déposé en mairie

C'est fini...

***Pour le SAV :
assistance@crb-formationconseil.fr***

